

BIJOUX
FIX



NON ARMURE EST EN OR

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....

Nord et limitrophes.....	3 mois, 22.00;	6 mois, 40.00;	1 an, 70.00
4 autres départements.....	32.00;	48.00;	80.00
Belgique.....	35.00;	50.00;	85.00
Union Postale Tarif A.....	35.00;	50.00;	85.00
Tarif B.....	35.00;	50.00;	85.00

ANNONCES.....
REDACTION.....

ROUBAIX 69 à 71, Grande-Rue. Tél. 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

CHAUSSURES DOLLY
20, Rue de Lannoy, 20
ROUBAIX

ACTUELLEMENT
GRANDE VENTE RECLAME

Un superbe DÉJEÛNER est offert à tout acheteur

BILLET PARISIEN Finance et politique

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)
PARIS, 8 JUIN (Minuit).

M. Germain-Martin, ministre des Finances, a fait aujourd'hui d'importantes déclarations sur la situation financière. Il a montré que le déficit du budget ne pouvait être comblé que par des compressions de dépenses et des mesures d'aménagement financier. Mais il n'est pas allé jusqu'au détail de ses projets.

Pour les économies, les services de la rue de Rivoli étudient le moyen de « faire coopérer toutes les catégories sociales de la nation à l'effort d'un redressement ». Tout cela est encore très vague. Mais, si ces paroles ont un sens — et elles en ont certainement — elles ne peuvent qu'annoncer des réductions de traitements.

Au sujet de l'aménagement financier, le ministre des Finances n'a pas autrement précisé sa pensée. Il semble que, la encore, il serait prématuré de chercher à souligner le volet qui couvre les projets ministériels. Parmi ceux qui ont entendu les déclarations de M. Germain-Martin, il en est qui ont interprété ce passage comme laissant présager des impôts nouveaux. Toutefois, ce mot d'impôts n'a pas été prononcé une seule fois dans la partie constructive de l'exposé ministériel. Laissons donc à ceux qui, dans la presse, affirment que de nouvelles mesures fiscales sont à l'étude, la responsabilité de leurs assertions.

M. Germain-Martin ne s'est d'ailleurs pas dissimulé « qu'un concours de volontés, une coopération de l'opinion, peuvent grandement faciliter la tâche du Gouvernement et du Parlement ». Cette très juste remarque n'est que la réédition du mot fameux du baron Louis :

« Faites-moi de bonne politique, je vous ferai de bonnes finances ».

Il est clair qu'il ne dépendra pas de M. Germain-Martin seul que cette condition soit remplie. Ce que l'on peut dire, c'est que le Sénat, qui tient à ce que la situation financière soit assainie dans le plus bref délai, ne tolérera pas qu'une politique hasardeuse, influencée par la démagogie dépendante, vienne compromettre le redressement qui s'impose. A cet égard, les sénateurs sont presque unanimement d'accord. Ils ont même dirigés du sang-froid et de la modération.

LETTRE DE BRUXELLES Contre le chômage

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)
BRUXELLES, 8 JUIN 1932.

La Chambre vient de terminer, après plusieurs séances parfaitement inutiles, l'interpellation des démocrates chrétiens sur l'attitude du Gouvernement devant la crise du chômage. Un des interpellateurs, M. Bodart, député de Charleroi, avait parfaitement posé le problème, il y a trois semaines. M. Heyman, ministre de l'Industrie et du Travail, y avait non moins lambeusement répondu. Les socialistes et les frontistes ne se sont point contentés de cela. Tout était dit, dans le domaine du bon sens, de la logique et de la justice sociale. Ils ont fait de la surenchère purement électorale, pour aboutir, après une vingtaine de « discours », si l'on peut dire, à conclure devant les réflexions de M. Heyman et de M. Bodart.

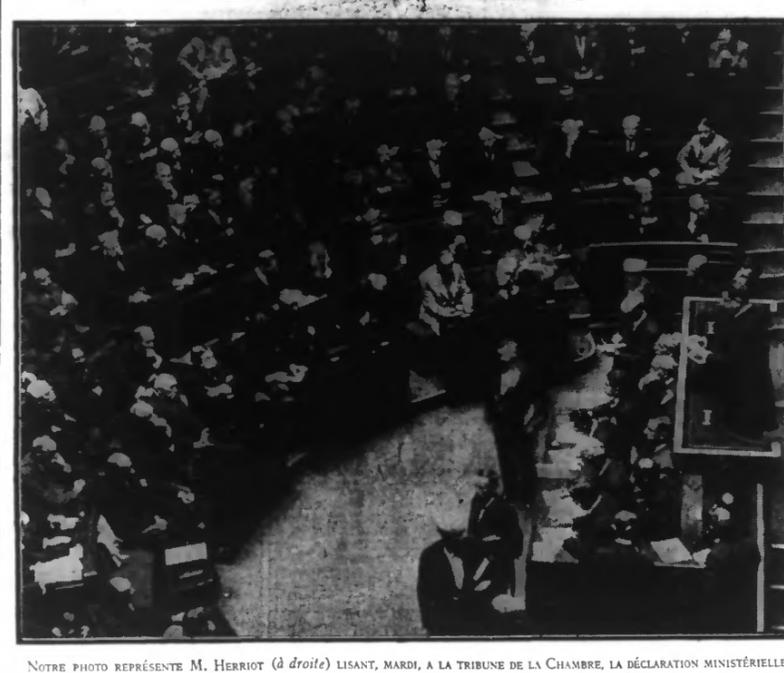
Faire de l'électoratisme, à propos du chômage, est quelque chose de particulièrement choquant. Jouer avec la détresse ouvrière, la faire saigner davantage, dans l'espérance de gagner ou de conserver des mandats politiques, multiplier des promesses que l'on sait irréalisables, c'est provoquer des espérances impossibles et tromper sciemment de pauvres gens, doublement frappés dans leurs bras couraillés et dans leur fierté de travailleurs, condamnés à une impuissante inactivité.

On l'a bien vu dans ces administrations provinciales et communales qui, renchérissant les uns sur les autres, promettaient aux chômeurs plus de beurre que de pain, alors qu'elles n'avaient même pas de pain à leur offrir et qu'elles ont dû emprunter aux syndicats ouvriers les sommes nécessaires à leurs largesses inconsidérées, sommes qu'elles ne peuvent pas rembourser.

On l'a bien vu encore à l'œuvre, ce misérable électoratisme, là où des cortèges de chômeurs ont été organisés soit contre des conseillers provinciaux et communales qui ne voulaient pas prendre des engagements qu'ils savaient ne pas pouvoir remplir, soit contre des administrations communales qui ne voulaient pas surseoir des édifiés votés dans la voie des justes promesses.

Cet électoratisme doit cesser, déclare le Gouvernement; il faut de l'entente et de la bonté du cœur pour soutenir les travailleurs victimes du chômage. Tous les citoyens doivent faire le front unique pour lutter contre lui. Le Gouvernement propose, sous peu, un projet de loi centralisant tous les efforts de la nation, dans un esprit patriotique et généreux. Il ne s'agit pas de mener la lutte des classes ni de fournir des rentes à certains. Les ouvriers, comme les autres, sont d'accord pour chasser les brebis galeuses. Il s'agit uniquement d'aider les travailleurs, leurs femmes et leurs enfants, à ne pas mourir de faim, en attendant l'heure où ils pourront reprendre courageusement leur labeur interrompu.

Le Cabinet Herriot devant la Chambre



NOTRE PHOTO REPRÉSENTE M. HERRIOT (à droite) LISANT, MARDI, A LA TRIBUNE DE LA CHAMBRE, LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE.

Le ministre des Finances annonce le dépôt d'un projet de redressement financier

Paris, 8 juin. — M. Germain-Martin, ministre des Finances, a reçu, ce matin, ses représentants de la Presse et leur a fait les déclarations suivantes :

« Comme l'a dit hier le président du Conseil dans sa déclaration ministérielle qui a été lue devant les Chambres, nous sommes en présence d'une situation sérieuse. La question pour le public est de savoir s'il convient de faire un effort immédiat de redressement et de prendre pour assainir la situation financière intérieure. Il y a, non seulement, un grand intérêt psychologique à proposer des mesures immédiates de redressement, mais encore des nécessités techniques à le faire.

Depuis 1930, les budgets successifs accusent des déficits. Le déficit de l'exercice 1930-31 est d'environ 2 milliards 500 millions; celui de 1931-32, si l'on tient compte des conséquences du norauto Hoover, peut être fixé à 4 milliards.

L'exercice en cours accuse encore un excédent des dépenses sur les recettes, qu'on ne peut chiffrer pour l'instant.

Nous pouvons, cependant, en dégageant rapidement les causes, il y a la crise avec le ralentissement des transactions et la baisse des prix; il y a le soulèvement des dépenses publiques. Un exemple : Le budget général en 1928 comportait 42 milliards. Il comporte 53 milliards pour 1932 (période de douze mois). Il ne faut pas ignorer non plus un certain nombre de lois qui engagent l'avenir et nécessiteront sans doute des crédits supplémentaires.

Le budget en cours réagit. Il faut accepter que, le 1er juillet prochain, l'Allemagne ne reprendra pas les versements prévus par le plan Young, d'où 1.200 millions qui devront être récupérés, soit grâce à des versements du Trésor, soit par d'autres moyens.

Enfin, le fonds des alcools a été confondu avec les disponibilités du Trésor. Ces disponibilités ont reçu des utilisations.

Par conséquent, les moyens d'équilibre à attendre de cette opération correspondent à une écriture comptable qui n'est susceptible d'aucun encaissement effectif.

Toutes ces considérations expliquent la volonté actuelle de tout le Gouvernement qui a accepté la proposition que M. Palmade et moi-même nous sommes faits de déposer avant la clôture de la session ordinaire un projet de loi comportant une série de mesures, soit de compressions de dépenses, soit d'aménagements financiers dont nous attendons un double effet.

D'une part la Trésorerie serait immédiatement allégée, même si les résultats budgétaires mensuels comportaient des déficits renouvelés. D'autre part on aurait préparé l'équilibre sincère du budget de 1933.

Pourquoi faut-il arrêter sans retard ?

Jusqu'à présent, on ne compte pas moins de treize groupes différents, de la composition est à peu près arrêtée, mais dont les listes ne seront remises à la question que d'ici quelques jours. Voici d'après les listes provisoires la répartition des votants et des abstentionnistes dans le scrutin de confiance sur l'ordre du jour de M. André Hesse et Jammy Schmidt, adopté par la Chambre :

Ont voté pour : 384 députés dont 8 indépendants de gauche sur 20; 31 membres de la gauche radicale sur 44; 15 républicains indépendants de gauche sur 15; 158 radicaux-socialistes sur 160; 11 républicains socialistes sur 11; 12 socialistes français sur 12; 131 socialistes S.F.I.O. sur 132; 18 députés n'appartenant encore à aucun groupe sur 63.

Ont voté contre : 38 membres de la Fédération républicaine sur 43; 15 membres du groupe républicain et socialiste sur 15; un démocrate populaire sur 16; 26 républicains de gauche sur 61; un membre du groupe de l'unité ouvrière sur 9; 10 communistes sur 10; 21 députés n'appartenant à aucun groupe.

Se sont abstenus : 110 députés dont un socialiste, M. Fernand Bouisson, qui présidait la séance; 5 membres de la Fédération républicaine; 15 démocrates populaires; 35 républicains de gauche; 11 indépendants de gauche; 11 membres de la gauche radicale; un radical-socialiste; 8 membres du groupe de l'unité ouvrière; 23 députés n'appartenant encore à aucun groupe. Étaient absents par congé : 5 députés dont un indépendant de gauche, deux membres de la gauche radicale, un radical-socialiste, un député n'appartenant à aucun groupe.

Comment le Président Hindenburg s'est séparé du Chancelier Brüning

Berlin, 8 juin. — Les deux entrevues historiques entre le président von Hindenburg et le chancelier Brüning qui ont abouti à la démission du Cabinet Brüning et à un renversement complet et sensationnel de la politique intérieure allemande ont eu un caractère tout à fait dramatique.

Le journal « Der Dortmunder General Anzeiger » publie de ces deux entrevues un compte rendu qu'il dit tenir de l'entourage direct de l'ex-chancelier Brüning.

Le chancelier avait pris le premier la parole pour exposer au président le mécanisme des décrets-lois qu'il allait soumettre à sa signature. Le maréchal l'interrompit dès les premiers mots en lui disant :

« J'ai entendu dire que ces décrets contiennent des plans de colonisation intérieure de tendance bolcheviste. Qu'en est-il exactement ? »

M. Brüning ne répondit pas à cette question, mais continua son bref exposé. Lorsqu'il arriva aux questions financières, le maréchal Hindenburg l'interrompit de nouveau.

« Ah! dit-il, il est aussi question des problèmes financiers, dans ces ordonnances? Je croyais qu'on ne faisait plus que du bolchevisme. »

Comme le chancelier, extrêmement surpris par l'attitude ironique et presque agressive du chef de l'Etat, gardait le silence, le maréchal reprit :

« Cela ne peut plus durer. Il n'est pas possible de continuer à faire des projets de colonisation bolcheviste et des lois sur les salaires bolchevistes. Les deux syndicalistes doivent sortir du Cabinet. Je veux dire vous et votre ministre du Travail, M. Stegerwald, mais, naturellement, vous pourriez, vous, rester comme ministre des Affaires étrangères dans le nouveau Gouvernement. »

L'arrêt était tombé.

Plus pâle encore que d'habitude, le chancelier Brüning s'inclina profondément devant le vieillard pour lequel quelques semaines auparavant il s'était jeté, à corps perdu, dans la bataille des partis. Il fit un geste dédaigneux de la main et dit :

« Je vous remercie, M. le feld-mar-

schal, mais je ne resterais naturellement pas dans un nouveau Cabinet, après avoir eu les reins cassés. Je ne pense pas que l'on soit assez bête que d'attirer votre attention sur les dangers qui peuvent résulter des événements à venir, car je suppose que d'autres vous ont suffisamment renseignés à cet égard.

Le président reprit :

« Vous refuseriez de rester ministre des Affaires étrangères, même si je faisais appel à votre honneur ? »

Le chancelier se redressa et répondit :

« M. le Feld-Maréchal lorsque j'ai obtenu de la social-démocratie qu'elle jette toutes ses forces dans la bataille, votre réaction, je me suis engagé vis-à-vis d'elle que rien ne serait changé à la politique que faisait mon Cabinet, en accord avec vous. Si j'étais dans un Cabinet de droite, je manquerais à ma parole; moi aussi, j'ai un honneur à perdre.

Le président ne répondit pas, mais se leva en s'inclinant légèrement. Le chancelier Brüning quitta le Cabinet de travail du président du Reich, sans que celui-ci eût dit un mot faisant allusion aux services rendus au pays par l'homme qui avait occupé la Chancellerie durant une des périodes les plus dramatiques de l'histoire de l'Allemagne.

Le lendemain, lundi, le chancelier fut introduit, à midi, auprès du chef de l'Etat, il tenait à la main la lettre de démission du Cabinet, il la tendit au président en disant :

« Je vous remercie la démission du Cabinet, sept semaines exactement après votre réélection, M. le Feld-Maréchal. Le président contresigna la lettre de démission en silence. M. Brüning prit congé.

Une page de l'histoire de l'Allemagne était tournée.

Le chancelier se rendit ensuite auprès de l'Éminence grise du président, son secrétaire d'Etat, M. Otto Meisner, et exprima le désir de ne pas recevoir la lettre traditionnelle de remerciement que le président d'Empire, adresse à tout ministre démissionnaire.

Il la reçut cependant trois jours plus tard.

Dix mille anciens combattants américains ont défilé dans les rues de Washington

Washington, 8 juin. — Dix mille anciens combattants ont manifesté hier le long de Pennsylvania avenue à Washington.

Une foule énorme de spectateurs que 1.000 policiers contenaient à l'aide de câbles d'acier, leur a fait un accueil enthousiaste. Aucun incident n'a eu lieu et les communistes ne se sont pas livrés à la manifestation violente que redoutait la police.

Les vétérans, venus de tous les coins des États-Unis à pied, en camion ou, udileusement en chemin de fer et, historiquement campés aux environs de Washington, constituent pour les autorités, non une menace, mais un indélébile souci.

Les deux manifestations, la marche de la faim et la marche des chômeurs, conduites par le père Cox, ont complètement échoué. La manifestation de mardi était plus sérieuse, car les vétérans constituaient une puissante force électorale. Ils s'estiment fondés à réclamer le paiement intégral et par avance du bonus aux anciens combattants.

Le danger véritable serait dans l'attitude d'un congrès entraîné sous la pression populaire à voter des crédits de deux milliards qui détruiraient à coup sûr l'équilibre déjà théorique du budget. Mais les milieux informés n'expriment aucune crainte à ce sujet. Ils estiment que même si la Chambre votait le bonus, le Sénat refuserait de le suivre ou que M. Hoover opposerait son veto.

Un autogyre est arrivé pour le meeting d'aviation de Ronchin

La plaine de Ronchin sera dimanche, le théâtre d'une belle manifestation aérienne.

Outre, Marcel Doret, qu'on a appelé le « roi de l'aérobatis aérienne », d'autres pilotes réputés figureront au programme qui comporte une série d' Exhibitions d'une grande audace.

Mais il est un « numéro » qui mérite une mention spéciale, parce qu'il ne manquera pas d'exciter la curiosité des connaisseurs comme des profanes : l'autogyre qui sera piloté par M. Martin. Cet appareil a, on le sait, acquis une certaine célébrité par des travaux multiples et présentations du protagoniste, M. de la Cierra. Il vient d'arriver de Paris par la voie des airs.

Ajoutons que M. Marcel Doret qui, dimanche dernier encore, s'est converti de gloire à meeting de Saint-Germain, et qui remportant de haute lutte le challenge international de virtuosité sur de nombreux aviateurs étrangers, arrivera à Lille, samedi, vers 15 h. Il sera officiellement reçu sur le terrain de Ronchin par les représentants de l'Association; puis en ville, par ceux de la municipalité et de la ville.

LE VOTE DE MARDI AU PALAIS-BOURBON

Les groupes politiques de la Chambre n'étant pas encore définitivement constitués, on ne peut avoir que d'une manière incomplète et sous réserves de modifications ultérieures, la répartition par groupes des députés de la nouvelle Chambre. Diverses formations sont encore sur le point d'être fondées ou reconstituées notamment le groupe des indépendants, celui des députés indépendants différents du précédent, le groupe des républicains du centre et celui de la gauche démocratique, sans parler du groupe des députés n'appartenant à aucun groupe qui est naturellement le dernier à intervenir.

Jusqu'à présent, on ne compte pas moins de treize groupes différents, de la composition est à peu près arrêtée, mais dont les listes ne seront remises à la question que d'ici quelques jours. Voici d'après les listes provisoires la répartition des votants et des abstentionnistes dans le scrutin de confiance sur l'ordre du jour de M. André Hesse et Jammy Schmidt, adopté par la Chambre :

Ont voté pour : 384 députés dont 8 indépendants de gauche sur 20; 31 membres de la gauche radicale sur 44; 15 républicains indépendants de gauche sur 15; 158 radicaux-socialistes sur 160; 11 républicains socialistes sur 11; 12 socialistes français sur 12; 131 socialistes S.F.I.O. sur 132; 18 députés n'appartenant encore à aucun groupe sur 63.

Ont voté contre : 38 membres de la Fédération républicaine sur 43; 15 membres du groupe républicain et socialiste sur 15; un démocrate populaire sur 16; 26 républicains de gauche sur 61; un membre du groupe de l'unité ouvrière sur 9; 10 communistes sur 10; 21 députés n'appartenant à aucun groupe.

Se sont abstenus : 110 députés dont un socialiste, M. Fernand Bouisson, qui présidait la séance; 5 membres de la Fédération républicaine; 15 démocrates populaires; 35 républicains de gauche; 11 indépendants de gauche; 11 membres de la gauche radicale; un radical-socialiste; 8 membres du groupe de l'unité ouvrière; 23 députés n'appartenant encore à aucun groupe. Étaient absents par congé : 5 députés dont un indépendant de gauche, deux membres de la gauche radicale, un radical-socialiste, un député n'appartenant à aucun groupe.

Un nouvel avion-autogyre



A Guyancourt (Seine-et-Oise), deux inventeurs français, MM. Odier et Dessire, ont mis au point un dispositif rappelant celui qui est employé sur les autogyres, mais pouvant s'adapter sur tous les avions à ailes surbaissées. Cet appareil peut atterrir sous un angle de 45°

UN SOUS-OFFICIER TUE UNE JEUNE FILLE A COUPS DE RÉVOLVER, A TOURNAI

Un drame s'est déroulé mercredi soir — à ironie — au café de la Tranquillité, rue du Puits-l'Eau, à Tournai.

Un sous-officier du bataillon de mitrailleurs Jean-Baptiste Botte, a tué de plusieurs coups de revolver une jeune Hongroise, M^{lle} Wilma Bucha, âgée de 19 ans, dans les circonstances suivantes :

Le café de la Tranquillité est tenu par M. et M^{me} Derache. Ceux-ci ont recueilli en 1920, Wilma Bucha, née le 16 mars 1913 à Nyeras (Hongrie). Les tenanciers du café considéraient la jeune fille plutôt comme leur enfant que comme une servante. Wilma Bucha était bien traitée et elle correspondait régulièrement avec ses parents demeurés en Hongrie.

Mardi, vers 18 h., le sergent J.-B. Botte, né à Lodelinsart le 17 février 1913, était venu au café comme il avait accoutumé de le faire. Il avait demandé à souper, et M^{me} Derache s'étant absentée pour faire une course dans le voisinage, c'est M^{lle} Bucha qui s'était chargée de lui préparer un repas. Elle s'était donc rendue dans la cuisine, séparée du café par un couloir qui donne accès sur la rue de l'Enfer.

Le sergent Botte était accompagné d'un de ses amis, sous-officier lui aussi.

Son repas terminé, Botte appela la jeune fille. Celle-ci se rendit près de lui, tandis que le sergent qui accompagnait Botte se trouvait à la cuisine.

« Que me passait-il à ce moment? Il n'est pas facile de l'établir.

Puisieurs coups de revolver retentirent et Wilma Bucha s'écria, tuée, net.

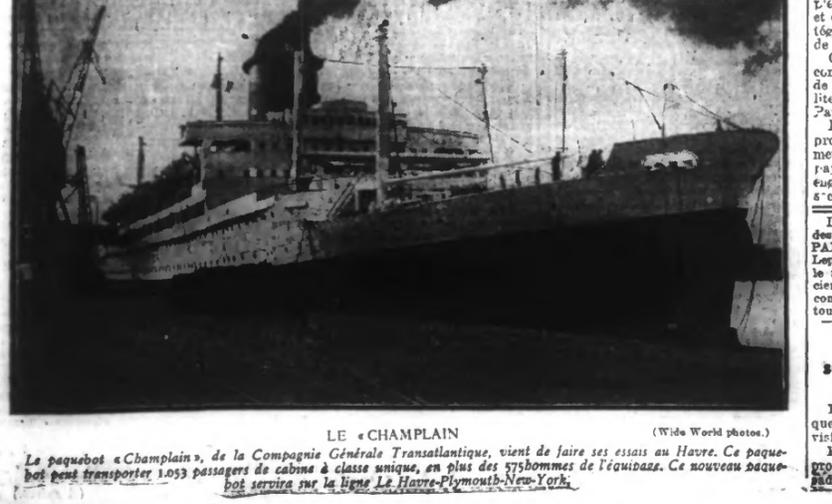
Le meurtrier abandonna son arme et s'enfuit par les rues de la Tête-d'Or, de la Ture, des Jeunes, etc.

Wilma Bucha était recherchée par le sergent Botte, mais elle ne répondait pas aux sentiments que le jeune sous-officier nourrissait à son égard.

Ce dernier en avait probablement conçu une certaine rancœur. Néanmoins, il continuait à fréquenter le café de la Tranquillité et on avait même constaté qu'elle venait plus régulièrement depuis plusieurs semaines.

Mercredi, quand il se présenta, vers 18 h., pour souper, rien ne faisait prévoir l'horrible drame qui allait ve-

Un nouveau paquebot "Le Champlain"



Le paquebot « Champlain » de la Compagnie Générale Transatlantique, vient de faire ses essais au Havre. Ce paquebot peut transporter 1.053 passagers de classe unique, en plus des 575 hommes de l'équipage. Ce nouveau paquebot servira sur la ligne Le Havre-Plymouth-New-York.

LA PREMIÈRE ACTUAIRE DE FRANCE

Encore une victoire à inscrire à l'actif du féminisme. Pour la première fois, une jeune femme, M^{lle} MADELEINE NORMAND, de Choisy-le-Roi, a été admise comme membre stagiaire à l'Institut des Actuaristes Français (1^{er} de la promotion).

M^{me} Amelia Earhart se rendrait à Bruxelles dimanche

Bruxelles, 8 juin. — On annonce que M^{me} Amelia Earhart, après sa visite à Rome, viendrait à Bruxelles. Elle arriverait en avion dimanche prochain, et serait l'hôte de l'ambassade des États-Unis.